

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2207

[C - 99/27517]

6 MAI 1999. — Décret relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er} - *Emploi*

Article 1^{er}. La Communauté germanophone, sur le territoire de la Région de langue allemande, exerce toutes les compétences de la Région wallonne dans la matière de l'emploi, visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le Conseil et le Gouvernement de la Communauté germanophone exercent les compétences de la Région wallonne qui se rapportent à cette matière.

Art. 2. Les biens meubles et immeubles de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi situés sur le territoire de la région de langue allemande, indispensables à l'exercice des compétences visées à l'article 1^{er}, sont transférés, sans indemnité, à la Communauté germanophone.

Les conditions et les modalités de ce transfert sont fixées par arrêté du Gouvernement wallon, pris de l'avis conforme du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa 2.

Art. 3. § 1^{er}. En vue de l'exercice des compétences visées à l'article 1^{er}, des membres du personnel de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi sont transférés à la Communauté germanophone, par arrêté du Gouvernement wallon pris de l'avis conforme du Gouvernement de la Communauté germanophone.

Parmi les membres du personnel qui sont dans une situation statutaire, seuls ceux qui remplissent la condition visée à l'article 69, § 2, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone peuvent être transférés.

Pour les membres du personnel affectés en région de langue allemande ainsi que pour l'adjoint linguistique germanophone, les transferts peuvent s'opérer d'office.

§ 2. Le Gouvernement wallon détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés au paragraphe 1^{er}.

Les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Art. 4. Relativement au transfert de l'exercice de la compétence visée à l'article 1^{er}, une dotation inscrite au budget de la Région wallonne dès l'année 2000 est octroyée à la Communauté germanophone.

Art. 5. § 1^{er}. Le montant de la dotation annuelle visée à l'article 4 correspond au montant de 322,4 millions de francs adapté à la fluctuation des moyens de la Région visés à l'article 33 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, ci-après dénommée la loi spéciale, complété du montant de 78,8 millions relatif à l'intervention financière visée à l'article 7.

§ 2. La dotation annuelle est versée le premier jour ouvrable du mois de mai de l'année concernée.

§ 3. En cas de dépassement du délai prévu au paragraphe 2 et après notification de cette situation à la Région wallonne, la Communauté germanophone a le droit de contracter un emprunt auprès d'un organisme de crédit préalablement désigné de l'accord de la Région wallonne.

Cet emprunt bénéficie de plein droit de la garantie de la Région wallonne. Le régime financier de cet emprunt fait l'objet d'une convention générale préalablement conclue entre les Gouvernements et l'organisme de crédits concernés.

Le service financier de cet emprunt est directement à charge de la Région wallonne.

Art. 6. Une dotation d'un montant de 14,2 millions de francs est versée par l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi à la Communauté germanophone pour le premier jour ouvrable du mois de février de l'année 2000.

Art. 7. Le Gouvernement wallon réduit de 78,8 millions de francs le montant de la dotation prévu à l'article 5, § 1^{er}, si l'intervention financière visée à l'article 35 de la loi spéciale est liquidée au profit de la Communauté germanophone pour ce qui la concerne.

Le Gouvernement wallon adapte à due concurrence le montant de la dotation prévu à l'article 5, § 1^{er}, à l'évolution de l'intervention financière visée à l'article 35 de la loi spéciale, si cette intervention financière est perçue par la Région wallonne en ce qui concerne la Communauté germanophone.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 2, le Gouvernement wallon fixe les modalités des preuves à fournir par la Communauté germanophone à la Région wallonne.

Art. 8. La Communauté germanophone succède aux droits et obligations de la Région wallonne et de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi relatifs à la matière visée à l'article 1^{er} ainsi qu'aux biens transférés en vertu de l'article 2, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Toutefois, restent à charge de la Région wallonne :

1. les obligations contractées par elle avant l'entrée en vigueur du présent décret et imputables sur des crédits non dissociés;

2. les obligations afférentes à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré en vertu de l'article 3, contractées par elle avant la date de la prise d'effet des transferts;

3. les obligations dont le paiement ou l'exécution étaient exigibles avant les transferts de propriété des biens visés à l'article 2.

En cas de litige, la Région wallonne ou l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi ou la Communauté germanophone peut, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

Art. 9. Jusqu'à une date à déterminer par des arrêtés concordants du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté germanophone, l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi remplit à titre transitoire sa mission sur le territoire de la région de langue allemande pour la Communauté germanophone.

CHAPITRE II. — *Fouilles*

Art. 10. A l'article 1^{er} du décret du 23 décembre 1993 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière de monuments et sites, les mots « à l'exception des fouilles » sont supprimés.

Art. 11. A l'article 3, § 2, du même décret, les mots « complété d'un montant de 5,3 millions de francs » sont insérés entre les mots « 36 millions de francs » et les mots « multiplié par le montant ».

Art. 12. La Communauté germanophone succède aux droits et obligations de la Région wallonne relatifs à la matière des fouilles, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Restent toutefois à charge de la Région wallonne, les obligations contractées par elle avant l'entrée en vigueur du présent décret et imputables sur des crédits non dissociés.

En cas de litige, la Région wallonne ou la Communauté germanophone peut, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2000, pour autant qu'un décret identique adopté par le Conseil de la Communauté germanophone entre également en vigueur à cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur Belge.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil 514 (1998-1999) n^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 4 mai 1999

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2207

[C - 99/27517]

6. MAI 1999 — Dekret zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Beschäftigung*

Artikel 1 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft übt im deutschen Sprachgebiet alle Befugnisse der Wallonischen Region in der in Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnten Angelegenheit Beschäftigung aus.

Der Rat und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft üben die Befugnisse der Wallonischen Region, die sich auf diese Angelegenheit beziehen, aus.

Art. 2 - Die beweglichen und unbeweglichen Güter des « FOREM » (Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) die sich im deutschen Sprachgebiet befinden und die zur Ausübung der in Artikel 1 aufgeführten Kompetenzen unerlässlich sind, werden ohne Entschädigung an die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragen.

Die Bedingungen und Modalitäten dieser Übertragung werden durch Erlass der Wallonischen Regierung nach gleichlautendem Gutachten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft festgelegt.

Die Übertragungen erfolgen von Rechts wegen. Sie können nach Inkrafttreten des in Absatz 2 erwähnten Erlasses ohne weitere Formalitäten Dritten entgegengehalten werden.

Art. 3 - § 1. Zur Ausübung der in Artikel 1 angeführten Befugnisse werden Personalmitglieder des « FOREM » der Deutschsprachigen Gemeinschaft übertragen; die Übertragung erfolgt durch Erlass der Wallonischen Regierung nach gleichlautendem Gutachten der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Von den statutarischen Personalmitgliedern können nur jene übertragen werden, welche die in Artikel 69 § 2 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachigen Gemeinschaft angeführte Bedingung erfüllen.

Für die Personalmitglieder, die im deutschen Sprachgebiet affektiert sind, sowie für den deutschsprachigen Sprachenbeigeordneten können die Übertragungen von Amts wegen vorgenommen werden.

§ 2. Die Wallonische Regierung legt nach Konzertierung mit den repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen Datum und Modalitäten der Übertragung der in § 1 erwähnten Personalmitglieder fest.

Die Personalmitglieder werden in ihrem Dienstgrad oder einem gleichwertigen Dienstgrad und in ihrer Eigenschaft übertragen.

Sie behalten zumindest die Bezüge und das Dienstalter das sie hatten oder erhalten hätten, wenn sie weiterhin in ihrem ursprünglichen Dienst die Funktion, die sie zum Zeitpunkt der Übertragung innehatten, ausgeübt hätten.

Art. 4 - Bezüglich der Übertragung der in Artikel 1 angeführten Befugnisse wird der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine ab dem Jahre 2000 im Haushalt der Wallonischen Region eingetragene Dotation gewährt.

Art. 5 - § 1. Der Betrag der in Art. 4 erwähnten Jahresdotation entspricht einem Betrag von 322,4 Millionen BEF, der an die Entwicklung der in Art. 33 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, hiernach Sondergesetz genannt, erwähnten Haushaltsmittel der Wallonischen Region angepasst wird, ergänzt um den Betrag von 78,8 Millionen BEF bezüglich des in Art. 7 erwähnten finanziellen Beitrags.

§ 2. Die Jahresdotation wird am ersten Werktag des Monats Mai des jeweiligen Jahres ausgezahlt.

§ 3. Bei Nichteinhaltung der in § 2 vorgesehenen Frist und nach Mitteilung dieses Umstandes an die Wallonische Region, hat die Deutschsprachige Gemeinschaft das Recht, bei einem vorher im Einverständnis mit der Wallonischen Region bezeichneten Kreditinstitut eine Anleihe aufzunehmen.

Diese Anleihe wird von Rechts wegen durch die Wallonische Region garantiert. Der Finanzmodus dieser Anleihe ist Gegenstand eines allgemeinen Vertrages, der vorher zwischen den Regierungen und dem betreffenden Kreditinstitut geschlossen wird.

Der Schuldendienst dieser Anleihe geht direkt zu Lasten der Wallonischen Region.

Art. 6 - Eine Dotation in Höhe von 14,2 Millionen BEF wird vom « FOREM » am ersten Werktag des Monats Februar des Jahres 2000 an die Deutschsprachige Gemeinschaft ausgezahlt.

Art. 7 - Die Wallonische Regierung verringert den in Artikel 5 § 1 angeführten Dotationsbetrag um 78,8 Millionen BEF, wenn der in Artikel 35 des Sondergesetzes angeführte finanzielle Beitrag für den sie betreffenden Teil zugunsten der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgezahlt wird.

Die Wallonische Regierung passt in entsprechendem Maße den in Artikel 5 § 1 vorgesehenen Dotationsbetrag an die Entwicklung des in Artikel 35 des Sondergesetzes angeführten finanziellen Beitrages an, wenn dieser finanzielle Beitrag durch die Wallonische Region für den die Deutschsprachige Gemeinschaft betreffenden Teil eingenommen wird.

Falls die in Absatz 2 aufgeführte Hypothese zutrifft, legt die Wallonische Regierung die Modalitäten der Belege fest, welche die Deutschsprachige Gemeinschaft der Wallonischen Region vorlegt.

Art. 8 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist Rechtsnachfolgerin der Wallonischen Region und des « FOREM » bezüglich der in Artikel 1 erwähnten Befugnisse sowie der aufgrund von Artikel 2 übertragenen Güter, einschließlich der aus laufenden oder künftigen Gerichtsverfahren erwachsenden Rechte und Pflichten.

Es bleiben jedoch zu Lasten der wallonischen Region:

1. die von ihr vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekretes eingegangenen Verpflichtungen, die den nicht aufgliederten Mitteln anzurechnen sind;
2. die Verpflichtungen betreffend die Gehalts- und Funktionskosten des aufgrund Artikel 3 übertragenen Personals, die sie vor dem Datum der Wirksamkeit der Übertragungen eingegangen ist;
3. die Verpflichtungen, deren Zahlung oder Ausführung vor der Übertragung des Eigentums der in Artikel 2 erwähnten Güter einforderbar waren.

Im Streitfalle kann die Wallonische Region oder das « FOREM » oder die Deutschsprachige Gemeinschaft je nach Fall, dem Verfahren beitreten oder die Behörde, die ihr nachfolgt, oder der sie nachfolgt, beitreten lassen.

Art. 9 - Bis zu einem durch übereinstimmende Erlasse der Regierungen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft festzulegenden Datum wird das « FOREM » vorübergehend seine Aufgaben im deutschen Sprachgebiet für die Deutschsprachige Gemeinschaft wahrnehmen.

KAPITEL II. — Ausgrabungen

Art. 10 - In Artikel 1 des Dekretes vom 23. Dezember 1993 zwecks Übertragung der Ausübung der Angelegenheiten « Denkmäler und Landschaften » von der Wallonischen Region auf die Deutschsprachige Gemeinschaft werden die Worte « mit Ausnahme der Ausgrabungen » gestrichen.

Art. 11 - In Artikel 3 § 2 desselben Dekretes werden die Worte « , vervollständigt durch einen Betrag von 5,3 Millionen BEF, » zwischen die Worte « 36 Millionen BEF » und die Worte « multipliziert mit dem Betrag » eingefügt.

Art. 12 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist Rechtsnachfolgerin für die Rechte und Pflichten der Wallonischen Region bezüglich der Angelegenheit Ausgrabungen, einschließlich der aus laufenden oder künftigen Gerichtsverfahren erwachsenden Rechte und Pflichten.

Es bleiben jedoch zu Lasten der Wallonischen Region die von ihr vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekretes eingegangenen Verpflichtungen, die den nicht aufgliederten Mitteln anzurechnen sind;

Im Streitfalle kann die Wallonische Region oder die Deutschsprachige Gemeinschaft, je nach Fall, dem Verfahren beitreten oder die Behörde, die ihr nachfolgt, oder der sie nachfolgt, beitreten lassen.

KAPITEL III. — *Schlussbestimmung*

Art. 13 - Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 2000 in Kraft, sofern ein gleiches vom Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft angenommenes Dekret ebenfalls an diesem Tag in Kraft tritt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999.*

Dokumente des Wallonischen Regionalrates, 514 (1998-1999) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 4. Mai 1999.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2207

[C - 99/27517]

6 MEI 1999. — Decreet betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake Tewerkstelling en Opgravingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Tewerkstelling*

Artikel 1. Op het grondgebied van het Duitse taalgebied, oefent de Duitstalige Gemeenschap alle bevoegdheden van het Waalse Gewest uit in de aangelegenheid tewerkstelling, bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Deze bevoegdheden worden door de Raad en de Regering van de Duitstalige Gemeenschap uitgeoefend.

Art. 2. De roerende en onroerende goederen van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gelegen op het grondgebied van het Duitse taalgebied, die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van de in artikel 1 bedoelde bevoegdheden, worden zonder vergoeding aan de Duitstalige Gemeenschap overgedragen.

De voorwaarden voor deze overdracht worden bij besluit van de Waalse Regering vastgesteld, op eensluidend advies van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

De overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Ze kunnen zonder verdere vormen aan derden tegengeworpen worden vanaf de inwerkingtreding van het in het tweede lid bedoelde besluit.

Art. 3. § 1. Met het oog op de uitoefening van de in artikel 1 bedoelde bevoegdheden worden personeelsleden van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » aan de Duitstalige Gemeenschap overgedragen bij besluit van de Waalse Regering op eensluidend advies van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap.

Van de personeelsleden die volgens het statuut in dienst zijn, kunnen alleen degenen die de voorwaarde vervullen bedoeld in artikel 69, § 2, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap overgedragen worden.

Voor de personeelsleden die in het Duitse taalgebied aangesteld zijn, alsook voor de Duitstalige taaladjunct kunnen de overdrachten van ambtswege plaatsvinden.

§ 2. De Waalse Regering bepaalt, in samenspraak met de representatieve organisaties van het personeel, de datum en de voorwaarden voor de overdracht van de in § 1 bedoelde personeelsleden.

De personeelsleden worden in hun graad of in een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid overgedragen.

Ze bewaren ten minste de bezoldiging en de anciënniteit die ze hadden of zouden hebben gehad als ze het ambt verder uitgevoerd hadden die ze bij de overdracht bekleedden.

Art. 4. In verband met de overdracht van de uitoefening van de in artikel 1 bedoelde bevoegdheid wordt een dotatie die vanaf het jaar 2000 op de begroting van het Waalse Gewest ingeschreven wordt, aan de Duitstalige Gemeenschap toegekend.

Art. 5. § 1. Het bedrag van de in artikel 4 bedoelde jaarlijkse dotatie komt overeen met het bedrag van 322,4 miljoen frank dat aangepast is aan de schommeling van de middelen van het Gewest, bedoeld in artikel 33 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, hierna de bijzondere wet genoemd, en aangevuld met het bedrag van 78,8 miljoen betreffende de in artikel 7 bedoelde financiële tegemoetkoming.

§ 2. De jaarlijkse dotatie wordt gestort op de eerste werkdag van de maand mei van het betrokken jaar.

§ 3. In geval van overschrijding van de in § 2 bedoelde termijn en na kennisgeving daarvan aan het Waalse Gewest, mag de Duitstalige Gemeenschap een lening aangaan bij een kredietinstelling die van tevoren met de instemming van het Waalse Gewest aangewezen is.

Voor deze lening geldt van rechtswege de waarborg van het Waalse Gewest. Het financiële stelsel van deze lening maakt het voorwerp uit van een algemene overeenkomst die van tevoren tussen de betrokken Regeringen en de kredietinstelling gesloten is.

De financiële dienst van deze lening komt rechtstreeks ten laste van het Waalse Gewest.

Art. 6. Een dotatie van een bedrag van 14,2 miljoen frank wordt door de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » aan de Duitstalige Gemeenschap gestort voor de eerste werkdag van de maand februari van het jaar 2000.

Art. 7. De Waalse Regering vermindert met 78,8 miljoen frank het in artikel 5, § 1, bedoelde bedrag van de dotatie indien de in artikel 35 van de bijzondere wet bedoelde financiële tegemoetkoming vereffend wordt ten gunste van de Duitstalige Gemeenschap wat haar betreft.

De Waalse Regering past het in artikel 5, § 1, bedoelde bedrag van de dotatie aan, tot het vereiste bedrag, aan de evolutie van de in artikel 35 van de bijzondere wet bedoelde financiële tegemoetkoming indien deze financiële tegemoetkoming door het Waalse Gewest ontvangen wordt wat de Duitstalige Gemeenschap betreft.

In het geval dat in het tweede lid bedoeld wordt, stelt de Waalse Regering de voorwaarden vast voor de bewijzen die door de Duitstalige Gemeenschap aan het Waalse Gewest verstrekt moeten worden.

Art. 8. De Duitstalige Gemeenschap erft de rechten en verbintenissen van het Waalse Gewest en van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » betreffende de in artikel 1 bedoelde aangelegenheid alsook de krachtens artikel 2 overgedragen goederen, met inbegrip van de rechten en verbintenissen die uit lopende en toekomstige gerechtelijke procedures voortvloeien.

De volgende verbintenissen blijven echter ten laste van het Waalse Gewest :

1. de verbintenissen die het aangegaan heeft vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die toe te rekenen zijn op niet-gesplitste kredieten;
2. de verbintenissen i.v.m. de bezoldiging en de werkingskosten van het krachtens artikel 3 overgedragen personeel, die het aangegaan heeft vóór de inwerkingtreding van de overdrachten;
3. de verbintenissen waarvan de betaling of de uitvoering opeisbaar waren vóór de overdrachten van eigendom van de in artikel 2 bedoelde goederen.

In geval van betwisting mag het Waalse Gewest, de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » of de Duitstalige Gemeenschap, naar gelang het geval, in de zaak tussenkomen of de overheid oproepen die het/hem/haar opvolgt of waarop het/hij/ze volgt.

Art. 9. Tot een datum die vastgesteld moet worden bij overeenstemmende besluiten van de Waalse Regering en van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, vervult de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » zijn opdracht bij wijze van overgangsmaatregel op het grondgebied van het Duitse taalgebied voor de Duitstalige Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Opgavingen*

Art. 10. In artikel 1 van het decreet van 23 december 1993 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest in de aangelegenheid « Monumenten en Landschappen » worden de woorden « met uitzondering van de opgravingen » geschrapt.

Art. 11. In artikel 3, § 2, van hetzelfde decreet worden de termen « aangevuld met een bedrag van 5,3 miljoen frank » ingevoegd tussen de termen « 36 miljoen frank » en de woorden « vermenigvuldigd met het bedrag ».

Art. 12. De Duitstalige Gemeenschap erft de rechten en verbintenissen van het Waalse Gewest betreffende de opgravingen met inbegrip van de rechten en verbintenissen die uit lopende en toekomstige gerechtelijke procedures voortvloeien.

De verbintenissen die het Waalse Gewest aangegaan heeft vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die toe te rekenen zijn op niet-gesplitste kredieten blijven echter ten laste van het Waalse Gewest.

In geval van betwisting mag het Waalse Gewest of de Duitstalige Gemeenschap, naar gelang het geval, in de zaak tussenkomen of de overheid oproepen die het/haar opvolgt of waarop het/ze volgt.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2000 voor zover een door de Raad van de Duitstalige Gemeenschap goedgekeurd identiek decreet ook op die datum in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad 514 (1998-1999) nrs. 1 à 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 4 mei 1999.

Bespreking. — Stemming.



F. 99 — 2208

[C - 99/27519]

20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 25 juillet 1996 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière de transport par voies navigables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment l'article 32.13;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière de transport par voies navigables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 1997;

Vu l'approbation de la Commission européenne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la libéralisation des transports de marchandises sèches par voies navigables est intervenue en Belgique le 30 novembre 1998, au lieu du 1^{er} janvier 2000 comme initialement prévu, et qu'en conséquence il convient de continuer à soutenir sans interruption la batellerie wallonne dans ses efforts de modernisation;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article unique. Dans l'article 9 de l'arrêté du 25 juillet 1996 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière de transport par voies navigables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, les mots « et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999 » sont remplacés par les mots « et cessera d'être en vigueur le 30 avril 2003 ».

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON